

## Développement économique

**Au total, dans les quatre territoires observés, on recense plus de 125 000 établissements, qui comptent un peu plus de 936 000 emplois, entre les secteurs secondaire et tertiaire.**

*La création d'entreprises, l'expansion des activités à haute valeur ajoutée, l'augmentation de l'emploi sont parmi les priorités, quel que soit le côté de la frontière. La teneur essentiellement économique des accords bilatéraux est d'ailleurs la meilleure illustration de l'importance accordée au développement de l'économie. Cette notion, cependant très générale, couvre un champ statistique assez étendu. Cette fiche se concentre sur le nombre d'établissements et d'emplois (en 1999 pour la France et en 1998 pour la Suisse, selon la date de recensement), ainsi que sur leur évolution depuis le début des années 90. A noter que tous les chiffres mentionnés ici font abstraction du secteur primaire.*

*L'Ain et la Haute-Savoie ont deux caractéristiques principales par rapport aux deux cantons suisses. Premièrement, la proportion des emplois recensés dans le secteur secondaire (industrie + construction) y est plus forte. En second lieu, alors que les deux cantons suisses ont perdu un nombre d'emplois substantiel durant la décennie 90, l'emploi a nettement progressé de l'autre côté de la frontière. Dans l'ensemble, pour les quatre territoires observés, l'emploi est resté stable dans l'intervalle. Une évolution commune à tous est la progression inexorable du secteur tertiaire au détriment du secondaire.*

**Etablissements et emplois - chiffres clefs.** En 1999 pour la France et en 1998 pour la Suisse

	Ain	Haute-Savoie	Genève	Vaud	Ensemble
<b>Etablissements</b> (au 1.1.1999 pour la France)	<b>27 622</b>	<b>44 118</b>	<b>21 724</b>	<b>31 634</b>	<b>125 098</b>
■ Nombre d'établissements dans l'industrie	3 889	4 658	1 688	3 151	13 386
■ Nombre d'établissements dans la construction	3 158	4 769	1 329	2 869	12 125
■ Nombre d'établissements dans le secteur tertiaire	20 575	34 691	18 707	25 614	99 587
Part du secteur secondaire, en %	25,5	21,4	13,9	19,0	20,4
Part du secteur tertiaire, en %	74,5	78,6	86,1	81,0	79,6
Part des 4 territoires dans l'ensemble, en %	22,1	35,3	17,4	25,3	100,0
Taille moyenne des établissements (nbr. d'emplois)	6,6	5,6	11,1	8,5	7,4
<b>Emplois</b> (en mars 1999 pour la France)	<b>182 482</b>	<b>245 402</b>	<b>240 484</b>	<b>268 036</b>	<b>936 404</b>
■ Nombre d'emplois dans l'industrie	55 101	61 343	23 936	41 040	181 420
■ Nombre d'emplois dans la construction	12 919	16 554	12 473	19 198	61 144
■ Nombre d'emplois dans le secteur tertiaire	114 462	167 505	204 075	207 798	693 840
Part du secteur secondaire, en %	37,3	31,7	15,1	22,5	25,9
Part du secteur tertiaire, en %	62,7	68,3	84,9	77,5	74,1
Part des 4 territoires dans l'ensemble, en %	19,5	26,2	25,7	28,6	100,0
<b>Evolution (1990-99 F; 1991-98 CH), en %</b>					
Etablissements	0,8	2,4	-0,3	0,6	1,1
■ Secondaire	-2,0	-1,4	-8,1	-9,2	-4,4
■ Tertiaire	1,9	3,5	1,1	3,2	2,6
Emplois	13,4	10,7	-7,3	-9,6	-0,2
■ Secondaire	-2,6	-8,4	-22,5	-27,9	-15,0
■ Tertiaire	25,7	22,6	-4,0	-2,4	6,2

**En 1999, l'Ain compte 27 622 établissements, totalisant 182 482 emplois (secteurs secondaire et tertiaire). Des quatre territoires, l'Ain compte le moins d'emplois. Autre caractéristique, c'est le territoire qui possède la plus forte proportion d'emplois dans le secteur secondaire.**

## Une industrie très présente

Au début 1999, avec 37,3 % des emplois dans le secteur secondaire, l'Ain est largement au-dessus de la moyenne de la Région Rhône-Alpes (29,6 %).

La forte implantation du secteur secondaire découle de la présence importante de l'industrie (55 101 emplois; 30,2 % du total). Parmi les principales branches industrielles, citons :

- chimie, caoutchouc, plastiques (11 627 emplois; 6,2 % du total);
- industrie des équipements mécaniques (8 792 emplois; 4,8 % du total);
- industrie agricole alimentaire (5 730 emplois; 3,1 % du total);
- métallurgie et transformation des métaux (5 622 emplois; 3,1 % du total).

La construction occupe quant à elle 12 919 emplois, soit 7,1 % du total recensé dans le département.

## La moitié des emplois dans les services

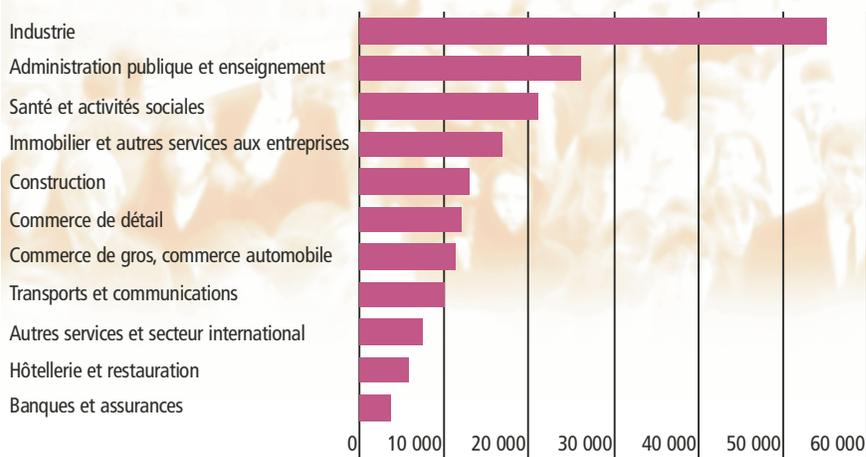
La moitié de l'emploi total (50,0 %) est enregistrée dans le domaine des services, à savoir l'ensemble des branches du secteur tertiaire, sans le commerce de détail, le commerce de gros et le commerce automobile. L'Ain se distingue ainsi par une part relativement faible des activités de services en comparaison de la région Rhône-Alpes (57,1 %). L'autre composante du secteur tertiaire, à savoir le commerce, a une part légèrement moins élevée que la région Rhône-Alpes : respectivement 12,7 % et 13,3 % des emplois.

Les services sont essentiellement représentés par trois branches d'activité :

- administration publique et enseignement (26 127 emplois; 14,3 % du total);
- santé et activités sociales (21 174 emplois; 11,6 % du total);
- immobilier et services aux entreprises hors télécommunications (16 991 emplois; 9,3 % du total).

La taille moyenne des établissements est plus grande qu'en Haute-Savoie (6,6 emplois par établissement, contre 5,6).

**Emploi selon l'activité économique, en mars 1999 dans l'Ain**

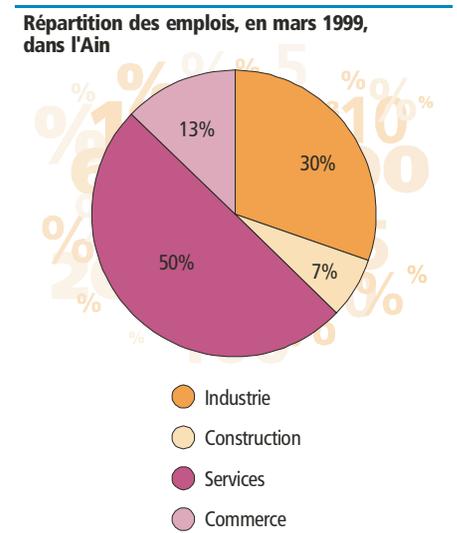
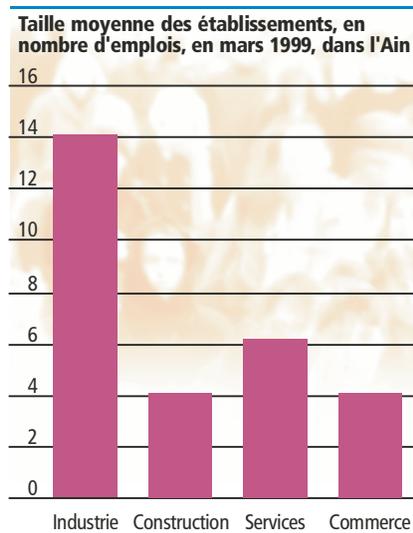
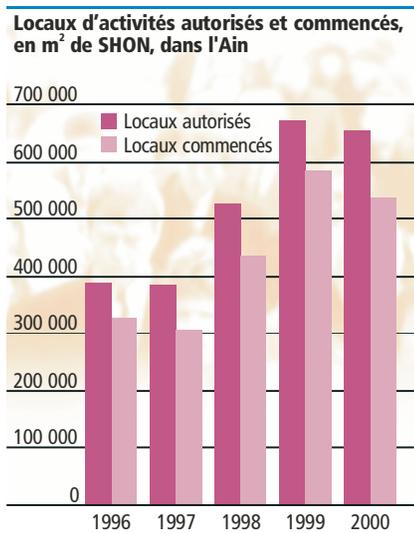


En matière d'emploi, l'évolution économique du département a été favorable durant les années 90, en particulier en comparaison des deux cantons suisses. Si le nombre d'établissements reste presque stable (+ 0,8 %), celui des emplois s'accroît de 13,4 % entre 1990 et 1999. Cette progression est liée au développement des activités tertiaires (+ 25,7 %). Dans le même temps, le secteur secondaire recule de 2,6 %. L'industrie résiste mieux que la construction, avec respectivement - 1,4 % et - 7,5 %. A noter qu'il s'agit de variations sur l'ensemble de la période calculées entre les deux dates de référence et que les évolutions annuelles n'ont pas été linéaires.

**Volume d'emploi en nette hausse entre 1990 et 1999**

Dans la région Rhône-Alpes, les évolutions des deux secteurs suivent la même tendance mais de façon plus marquée pour le secondaire (- 14,9 %). En revanche, la hausse du tertiaire est légèrement inférieure (+ 17,8 %). Globalement, l'emploi s'est accru à un rythme plus modéré que dans l'Ain (+ 6,0 %).

Selon les chiffres 2000, encore provisoires, le volume d'emploi reste quasi stable par rapport à 1999, avec une baisse de 0,1 %. L'évolution différenciée entre les secteurs secondaire et tertiaire se poursuit : - 0,2 % pour le premier, contre + 0,2 % pour le second.



**Les établissements de plus de 500 emplois, en 2000, dans l'Ain**

	Activité	Nombre d'emplois	Commune
Centre hospitalier de Bourg-en-Bresse	Activités hospitalières	1 500 à 2 599	Viriat
Renault VI	Construction de véhicules automobiles	1 000 à 1 499	Bourg-en-Bresse
Association ORSAC	Activités hospitalières	"	Bourg-en-Bresse
Electricité de France	Production et distribution d'électricité	"	Saint-Vulbas
Département de l'Ain	Administration publique générale	800 à 999	Bourg-en-Bresse
Compagnie Industrielle Applications Thermiques	Fabrication d'équipement aéronautique et frigorifiques	"	Culoz
Commune de Bourg-en-Bresse	Administration publique générale	"	Bourg-en-Bresse
SNCF	Transports ferroviaires	500 à 799	Ambérieu-en-Bugey
Caisse Primaire Assurance Maladie Ain	Activités générales de sécurité sociale	"	Bourg-en-Bresse
Electricfil Industrie	Fabrication de matériel pour moteurs et véhicules	"	Beynost
Cegelec Lyon	Travaux d'installation électrique	"	Saint-Maurice-de-Beynost
Roset SA	Fabrication de sièges	"	Briord
Lamberet Constructions Isothermes	Fabrication de carrosseries automobiles	"	Saint-Cyr-sur-Menthon
MGI Coutier	Fabrication de pièces en matières plastiques	"	Champfromier

Source : Bridge - INSEE

# Haute-Savoie

**En 1999, la Haute-Savoie compte 44 118 établissements, soit le total le plus élevé des quatre territoires considérés. En termes d'emploi (245 402 emplois recensés pour les secteurs secondaire et tertiaire), le département se situe cependant derrière le canton de Vaud et juste devant le canton de Genève.**

## Une spécialisation industrielle : la métallurgie

Au début 1999, la Haute-Savoie a une proportion d'emploi dans le secteur secondaire supérieure à celle de la région Rhône-Alpes (respectivement 31,7 % et 29,6 %), mais moindre que celle de son voisin l'Ain. C'est le reflet de la forte implantation d'une industrie de métallurgie et de transformation des métaux, axée en particulier sur le décolletage et située principalement dans la vallée de l'Arve : 21 092 emplois y sont recensés dans le département en 1999, soit plus du tiers des emplois de l'industrie (38,2 %) et 8,6 % de l'emploi total. En comparaison, les proportions pour cette même branche d'activité tombent à 14,7 % et 3,4 % pour la région Rhône-Alpes.

La construction occupe quant à elle 16 554 emplois, soit 6,7 % du total recensé dans le département.

## Plus de la moitié des emplois dans les services

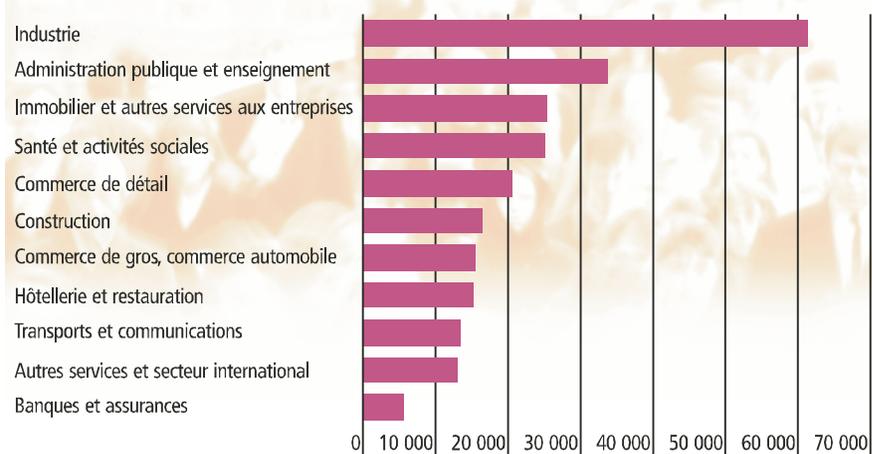
Par rapport au total de l'emploi, le poids des services (53,5 %) est moindre que dans la région Rhône-Alpes (57,1 %), mais supérieur à celui enregistré dans l'Ain (50,0 %). L'autre composante du secteur tertiaire, à savoir le commerce (commerce de détail, commerce de gros et commerce automobile), a une part plus élevée que la région Rhône-Alpes (respectivement 14,7 % et 13,3 % des emplois). Les trois plus importantes branches du domaine des services sont les mêmes que dans l'Ain, mais dans un ordre un peu différent : administration publique et enseignement (33 679 emplois; 13,7 % du total), immobilier et services aux entreprises hors télécommunications (25 390 emplois; 10,3 % du total) et santé et activités sociales (25 185 emplois; 10,3 % du total).

## Part importante pour l'hôtellerie-restauration

Soulignons également le poids de l'hôtellerie-restauration, lié à l'importance du tourisme dans le département (6,2 % de l'emploi total, contre 3,1 % pour l'Ain et 3,9 % pour la Région Rhône-Alpes).

Des quatre territoires observés, c'est celui dont la taille moyenne des établissements est la plus petite (5,5 emplois par établissement en 1999).

**Emploi selon l'activité économique, en mars 1999, en Haute-Savoie**



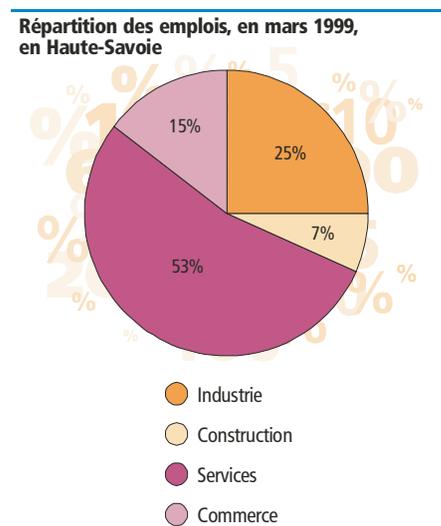
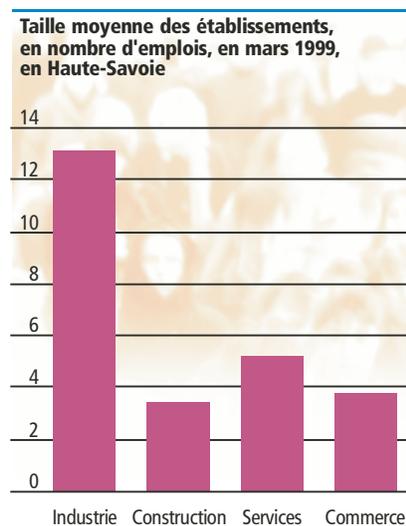
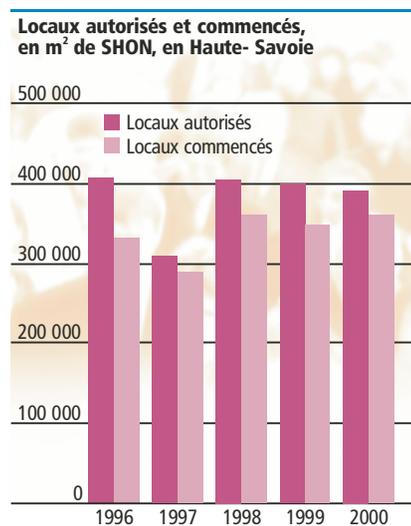
Le nombre d'établissements a progressé de 2,4 % entre 1990 et 1999. Plus importante est la hausse de l'emploi, d'un niveau néanmoins un peu inférieur à celle de l'Ain : + 10,7 % entre 1990 et 1999. Une baisse marquée est observée dans le secteur secondaire (- 8,4 %), imputable à un recul sensible de la construction (- 18,0 %). L'industrie se replie également, mais de manière moins nette (-5,4 %). Dans le secteur tertiaire, l'accroissement du volume d'emploi est franc : + 22,6 %.

Autrement dit, l'évolution globale de l'emploi dans le département se situe entre celle de l'Ain et celle de la région Rhône-Alpes. Dans cette dernière, rappelons que l'emploi augmente de 6,0 %, avec une baisse de 14,9 % pour le secondaire et une hausse de 17,8 % pour le tertiaire.

Comme pour l'Ain et contrairement aux deux cantons suisses, la taille moyenne des établissements est orientée à la hausse durant la même période.

Selon les chiffres 2000, encore provisoires, contrairement à l'Ain, l'emploi total reste orienté à la hausse par rapport à 1999 (+ 1,3 %). Cette évolution favorable profite au secteur tertiaire (+3,8 %), tandis que le secondaire se replie (- 3,9 %).

### Emploi à la hausse de 1990 à 1999



#### Les établissements de plus de 800 emplois, en 2000, en Haute-Savoie

Privés	Activité	Nombre d'emplois	Commune
Tefal	Fabrication d'articles de ménage	1 500 à 2 599	Rumilly
Centre Hospitalier de la Région Annecienne	Activités hospitalières	1 500 à 2 599	Annecy
Commune d'Annecy	Administration publique générale	1 500 à 2 599	Annecy
Département de la Haute-Savoie	Administration publique générale	1 000 à 1 499	Annecy
SNR Roulements	Fabrication de roulements	1 000 à 1 499	Annecy
Staubli Faverges	Fabrication de machines pour industrie textile	800 à 999	Faverges
SA Eaux Minérales Evian	Industrie des eaux de table	800 à 999	Publier
SNR Roulements	Fabrication de roulements	800 à 999	Seynod
Hôpitaux du Léman	Activités hospitalières	800 à 999	Thonon-les-Bains

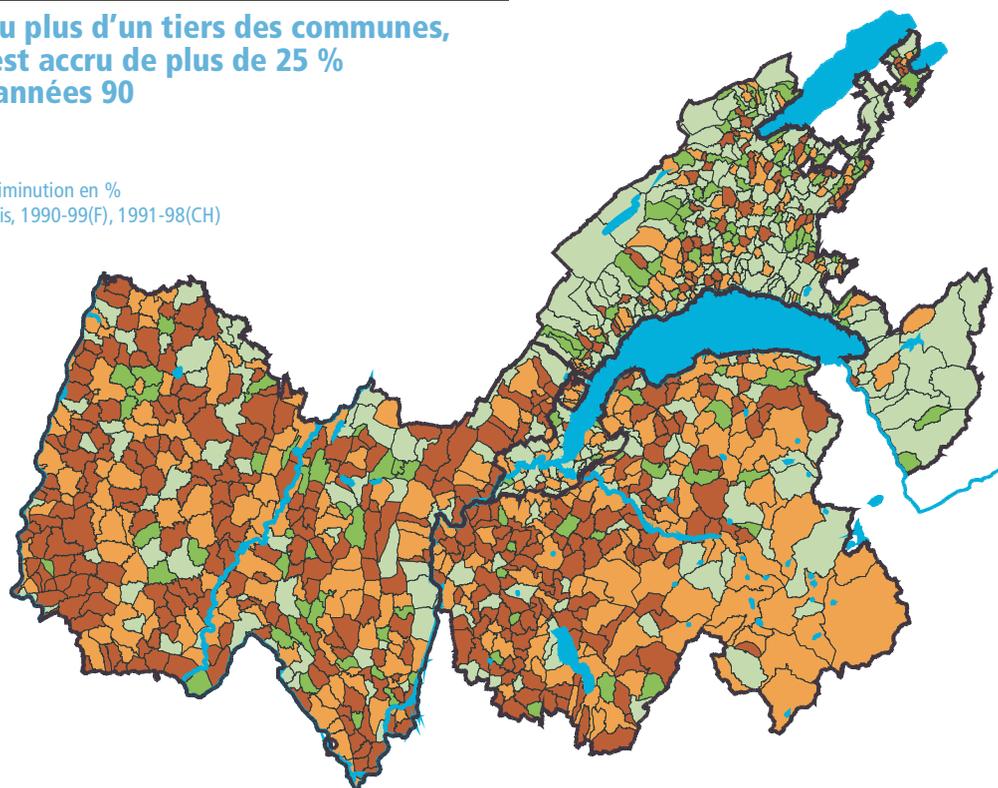
*NB. 14 établissements ont entre 500 et 799 emplois: Salomon SA, Dassault Aviation, Bosch Techniques d'Automation SA, S.T. Dupont, Caisse Primaire Sécurité Sociale Haute-Savoie, Laboratoires Roche Nicholas SA, Etablissements Fournier Frères, Invensys Appliance Controls SA, Somfy SA, Auchan France, Centre Hospitalier Annemasse Bonneville, Hôpital Inter-communal Sud Léman Valserin, Commune d'Annemasse, Hôpitaux Mont-Blanc.*

Source : Bridge - INSEE

## Dans un peu plus d'un tiers des communes, l'emploi s'est accru de plus de 25 % durant les années 90

Augmentation ou diminution en %  
du nombre d'emplois, 1990-99(F), 1991-98(CH)

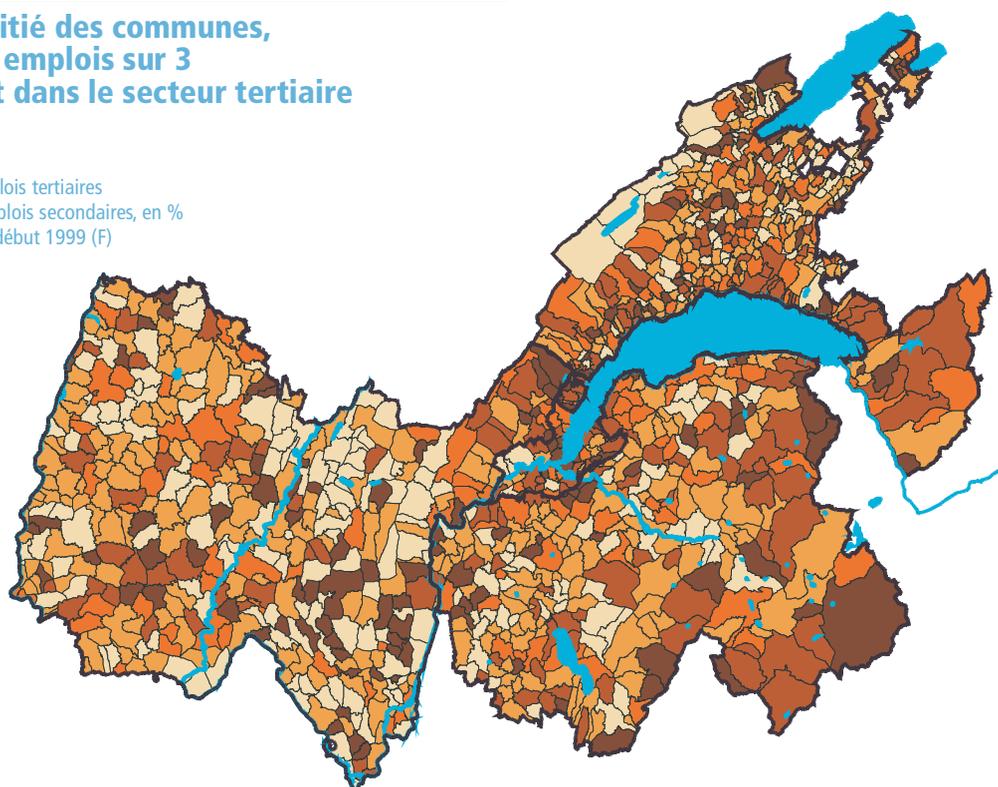
- Plus de 30
- 0 à 30
- -30 à 0
- moins de -30



## Dans la moitié des communes, au moins 2 emplois sur 3 se trouvent dans le secteur tertiaire

Proportion des emplois tertiaires  
par rapport aux emplois secondaires, en %  
à fin 1998 (CH) au début 1999 (F)

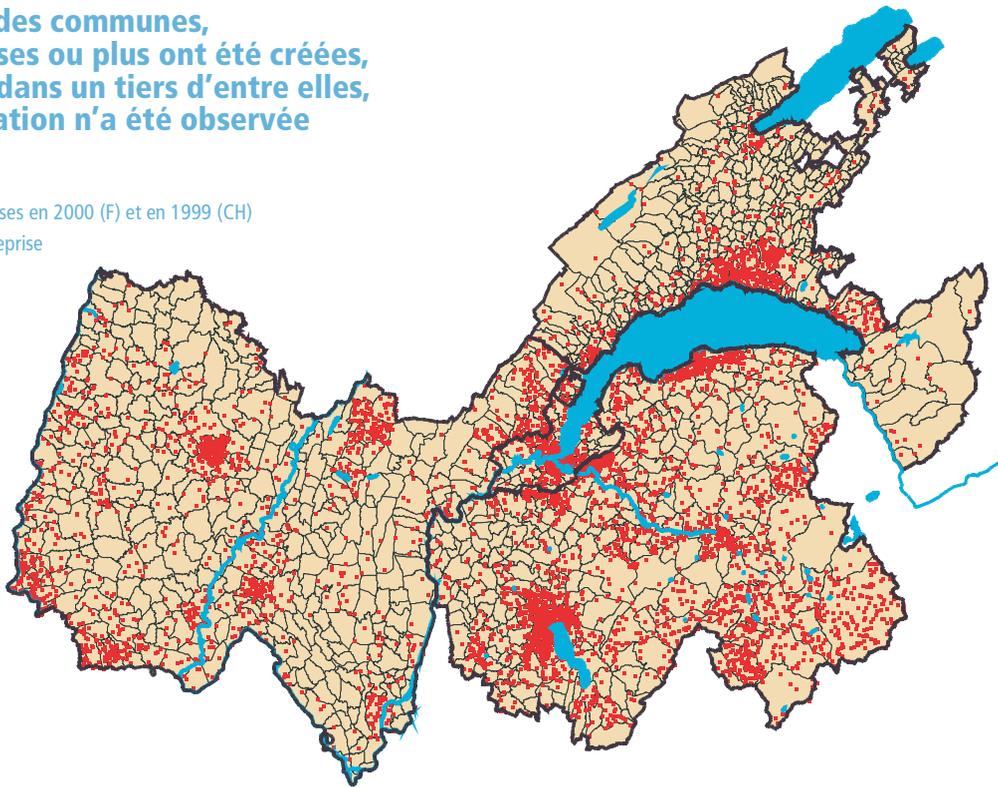
- 90 à 100
- 80 à 90
- 70 à 80
- 50 à 70
- 0 à 50



**Dans 11 % des communes,  
10 entreprises ou plus ont été créées,  
tandis que dans un tiers d'entre elles,  
aucune création n'a été observée**

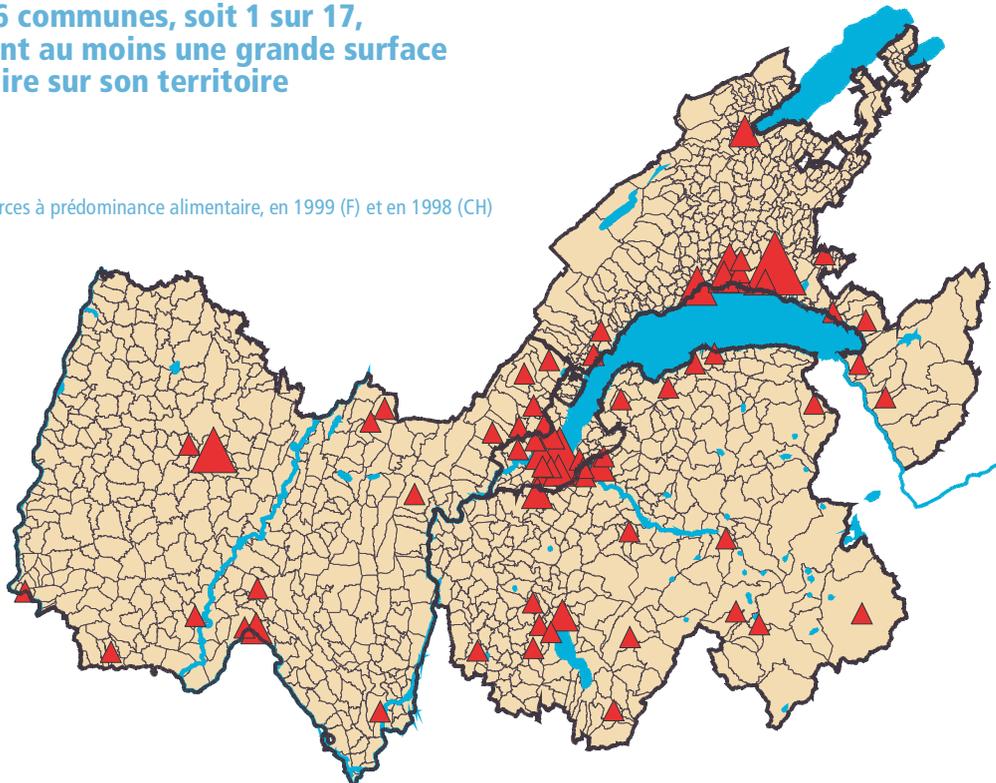
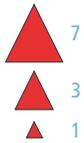
Créations d'entreprises en 2000 (F) et en 1999 (CH)

1 Point = 1 entreprise



**Seules 66 communes, soit 1 sur 17,  
accueillent au moins une grande surface  
alimentaire sur son territoire**

Grands commerces à prédominance alimentaire, en 1999 (F) et en 1998 (CH)



# Canton de Genève

**En 1998, le canton de Genève compte 21 724 établissements, totalisant 240 484 emplois (secteurs secondaire et tertiaire). C'est le territoire qui a la plus forte proportion d'emplois tertiaires. Ce secteur a en outre mieux résisté que le secondaire à la baisse de l'emploi enregistrée entre 1991 et 1998.**

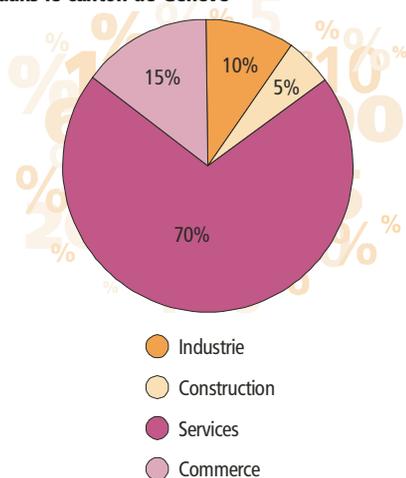
## Une économie tertiaisée

L'économie genevoise se caractérise par une forte prédominance du secteur tertiaire : 17 emplois sur 20, selon le recensement des entreprises de septembre 1998. A titre de comparaison, la proportion pour la Suisse est de 14 emplois sur 20. Cette tertiarisation de l'économie genevoise s'explique par le poids de certaines activités de services spécifiques :

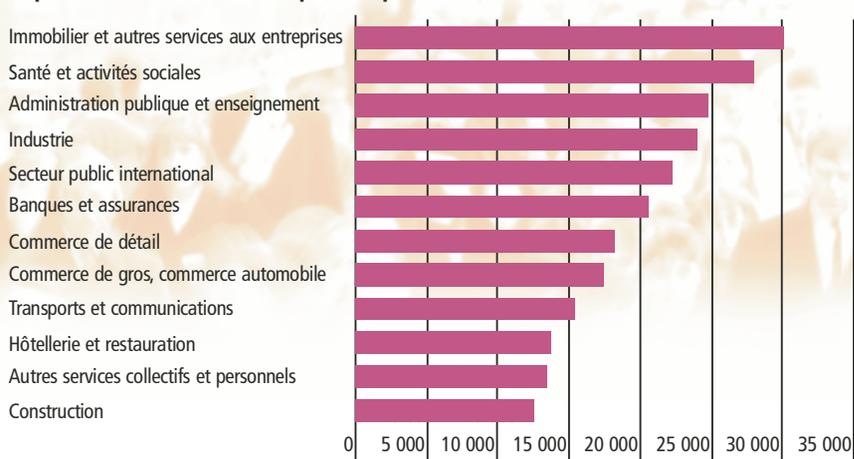
- le secteur public international, qui recouvre les organisations internationales gouvernementales ainsi que les missions permanentes et les consulats d'Etats étrangers, représente près de 10 % des emplois recensés dans le canton (22 293 emplois). En outre, il entraîne dans son sillage une foule d'organisations internationales non gouvernementales;
- la banque, avec ses 16 654 emplois (6,9 % du total), qui couvre notamment la gestion de fortune;
- le commerce de gros, soutenu par la présence de nombreuses sociétés multinationales qui ont à Genève leur siège européen, voire mondial hors Etats-Unis (13 122 emplois; 5,5 % du total);
- le développement de la " nouvelle économie ", c'est-à-dire surtout des activités relatives aux télécommunications et à l'informatique (5 649 emplois; 2,3 % du total).

Dans le secteur tertiaire, parmi les autres types d'activités moins spécifiques, 27 956 emplois (11,6 % du total) sont dénombrés dans la santé et les activités sociales. On compte 30 169 emplois (12,5 % du total) dans l'immobilier et les autres services fournis aux entreprises; dans cette catégorie un peu hétéroclite figurent notamment les activités juridiques, comptables et de conseil en gestion, l'architecture et l'ingénierie, la publicité, la recherche et le placement de personnel, et encore le nettoyage.

Répartition des emplois, en septembre 1998, dans le canton de Genève



Emplois selon l'activité économique, en septembre 1998, dans le canton de Genève



De taille réduite, l'industrie genevoise est spécialisée de longue date dans deux domaines:

- l'horlogerie, qui compte à elle seule 89 établissements, pour près de 5 000 emplois;
- la chimie (47 établissements, pour 2 472 emplois), et particulièrement la fabrication de parfums, d'arômes et d'huiles essentielles.

Dans son ensemble, le secteur secondaire représente 15,1 % de l'emploi total. Avec 12 473 emplois, la part de la construction est de 5,2 %.

Le nombre d'établissements recule de 0,3 % entre 1991 et 1998. La baisse de l'emploi est plus marquée : - 7,3 %. Par conséquent, la taille moyenne des établissements diminue. Néanmoins, avec 11,1 emplois par établissement en 1998, elle demeure nettement la plus élevée des quatre territoires observés.

Le recul des emplois n'est pas uniforme : - 22,5 % pour le secondaire contre - 4,0 % pour le secteur tertiaire. En termes relatifs, le tertiaire poursuit donc sa progression.

Avec une baisse de près d'un tiers (- 31,1 %), le recul de la construction est particulièrement net.

## Une industrie spécialisée

## Baisse de l'emploi entre 1991 et 1998

### Emplois dans les organisations internationales gouvernementales (OIG) et les missions permanentes, en mars 2000, dans le canton de Genève

	Emplois	dont fonctionnaires internationaux (1)
<b>Organisations internationales gouvernementales</b>	<b>21 841</b>	<b>12 191</b>
Organisations du système des Nations Unies		
Office des Nations Unies (ONU)	4 225	3 791
Bureau international du travail (BIT)	1 756	1 166
Organisation mondiale de la santé (OMS)	2 515	1 555
Union internationale des télécommunications (UIT)	922	738
Organisation météorologique mondiale (OMM)	354	255
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)	1 217	788
Bureau international d'éducation (BIE)	29	20
Organisation mondiale du commerce (OMC)	627	512
<b>Organisations européennes</b>		
Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)	9 924	3 130
Association européenne de libre-échange (AELE)	24	22
Autres organisations (2)	248	214
<b>Missions permanentes</b>	<b>...</b>	<b>3 433</b>
<b>Total</b>	<b>...</b>	<b>15 624</b>

(1) Personnes titulaires d'une carte de légitimation (fonctionnaires internationaux permanents).

(2) Organisation internationale pour les migrations (OIM), Union interparlementaire (UI), Organisation internationale de protection civile (OIPC), Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), Bureau international des textiles et de l'habillement (BITH), South Centre, Cour OSCE.

Source : Office cantonal de la statistique / Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales

### Les plus grandes entreprises publiques et para-publiques, en 1998, dans le canton de Genève

	Nombre d'emplois
Administration cantonale	plus de 10 000
Hôpitaux universitaires genevois	5 000 à 9 999
Université	2 000 à 4 999
La Poste	"
Administration de la Ville de Genève	"
Télévision suisse romande (TSR)	1 000 à 1 499
Swisscom	"
Services industriels de Genève (SIG)	"
Transports publics genevois (TPG)	"

Source : OCSTAT

### Les plus grandes entreprises privées, en 2000, dans le canton de Genève

	Nombre d'emplois
Migros	3 000 à 3 999
Groupe Rolex	2 000 à 2 999
SairGroup	"
UBS Group	"
Coop	1 500 à 1 999
Crédit Suisse Group	"
Firmenich	1 000 à 1 499
Procter & Gamble	"
Pictet & Cie	"
Groupe La Tour	"
BNB Paribas	"
Groupe ISS	"

Source : Tribune de Genève

# Canton de Vaud

**En 1998, le canton de Vaud compte 31 634 établissements, totalisant 268 038 emplois (secteurs secondaire et tertiaire, sans le secteur international). C'est le territoire observé qui compte le plus grand nombre d'emplois.**

## Une économie diversifiée

Bien que dans une mesure légèrement moindre par rapport au canton de Genève, la tertiarisation de l'économie vaudoise est plus marquée qu'au niveau suisse (77,5 % des emplois contre 70,5 %, selon le recensement des entreprises de septembre 1998).

Au contraire de Genève et de ses activités de service spécifiques, dans le canton de Vaud, les branches "classiques" du tertiaire sont les plus fournies :

- santé et activités sociales (34 844 emplois; 13,0 % du total);
- administration publique et enseignement (32 930 emplois; 12,3 %);
- immobilier et autres services fournis aux entreprises (29 901 emplois; 11,2 %);
- commerce de détail (29 151 emplois; 10,9 %).

Ces quatre branches représentent 61 % de l'emploi tertiaire dans le canton, contre 48 % seulement pour le canton de Genève.

## Principales branches industrielles

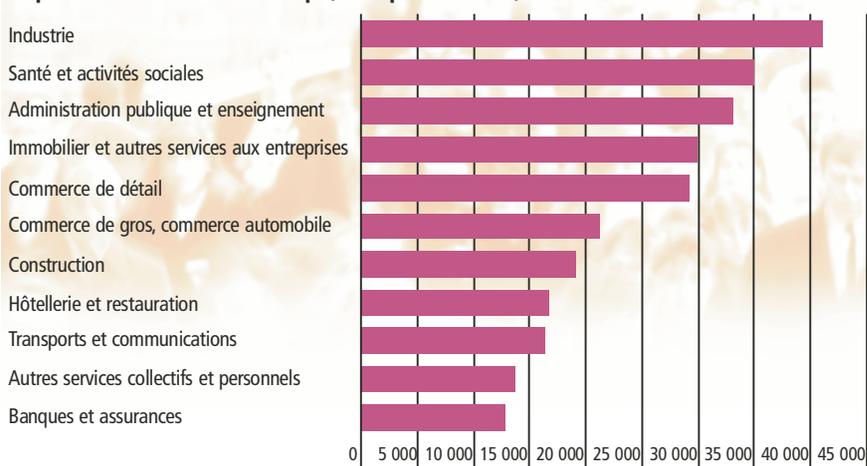
Le secteur secondaire est moins spécialisé qu'à Genève. Les branches les plus importantes sont :

- fabrication de machines et d'équipements : 5 574 emplois; 2,1 % du total;
- métallurgie et travail des métaux : 5 518 emplois; 2,1 % du total;
- fabrication d'instruments médicaux, d'instruments de précision et d'optique et horlogerie : 5 094 emplois; 1,9 % du total;
- arts graphiques : 4 930 emplois; 1,8 % du total;
- industrie alimentaire et des boissons : 4 613 emplois; 1,7 % du total.

Avec 25 729 emplois, ces cinq branches représentent près des deux tiers des emplois de l'industrie vaudoise (62,7 %).

Le secteur secondaire dans son ensemble couvre 22,5 % de l'emploi total. Avec 19 198 emplois, la part de la construction s'établit à 7,2 %.

**Emplois selon l'activité économique, en septembre 1998, dans le canton de Vaud**

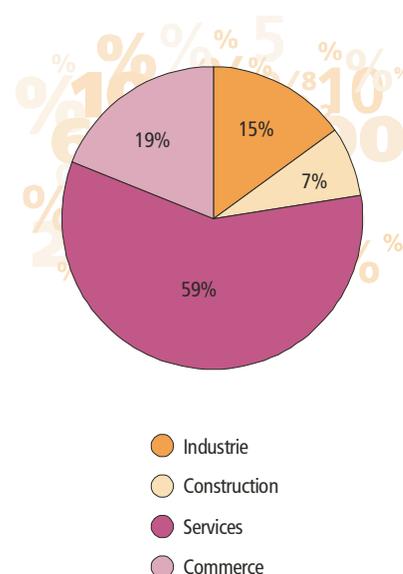


Le nombre d'établissements augmente de 0,6 % entre 1991 et 1998. L'emploi est en revanche orienté à la baisse durant la même période : - 9,6 %. Par conséquent, la taille moyenne des établissements diminue, comme à Genève. En 1998, elle s'établit à 8,5 emplois par établissement, contre encore 9,4 en 1991. La différence entre le recul du secondaire et celui du tertiaire est encore plus marquée que dans le canton de Genève : respectivement - 27,9 % pour le secondaire et - 2,4 % pour le secteur tertiaire. Le déclin du secondaire est un phénomène structurel observé depuis longtemps déjà, dans le canton de Vaud ainsi que dans les autres territoires observés.

Entre 1991 et 1998, le recul de l'emploi dans la construction est encore plus marqué que dans le canton de Genève (respectivement - 38,1 % et - 31,1 %)

### Baisse de l'emploi entre 1991 et 1998

Répartition des emplois, en septembre 1998, dans le canton de Vaud



# Questionnement

**Accord sur la libre circulation  
des personnes**

**Accord sur  
les marchés publics**

**Accord sur  
les obstacles  
techniques au commerce**

**Accord sur  
les transports  
terrestres**

**Accord sur  
le transport aérien**

**Accord sur la recherche**

**Accord sur l'agriculture**

Principaux effets attendus :

- la dynamique économique suscitée par les Accords bilatéraux devrait encourager l'implantation des nouvelles entreprises et le développement des entreprises existantes, de part et d'autre de la frontière;
- l'ouverture des marchés publics devrait favoriser le développement des entreprises locales;
- la concurrence entre entreprises françaises et suisses devrait s'accroître dans certains domaines, par exemple la construction;
- l'offre de prestations de services de la part de ressortissants communautaires devrait se développer en Suisse;
- l'activité des transporteurs suisses sera facilitée.

Pour les effets concernant la main-d'œuvre, voir aussi la Fiche n° 2 "Marché du travail".

## Sources statistiques :

- Suisse : Recensement fédéral des entreprises
- France : INSEE-Répertoire SIRENE, INSEE-Estimations d'emploi, INSEE-Recensement de la population

## Définitions

### Etablissements :

Tout lieu de travail géographiquement distinct où une activité économique est exercée. En France, un établissement peut ne pas compter d'emploi. En Suisse, il doit s'y exercer une activité de façon régulière, par au moins une personne, pendant 20 heures par semaine. Une entreprise est constituée d'un ou plusieurs établissements. L'établissement est l'unité de base de recensement.

### Activité économique :

A chaque établissement est attribuée une activité économique.

Les chiffres suisses nécessaires n'étant pas tous disponibles, les emplois et non les personnes employées (comme c'est le cas dans le recensement français, par exemple) sont utilisés ici. Une personne peut occuper plus d'un emploi.

**SHON** : Surface hors œuvre nette.

**Secteur primaire** : agriculture, chasse, sylviculture, pêche et pisciculture.